

Ce CSAL avait pour ordre du jour :

- 1/ Approbation du PV du CSAL du 19/06/23 (pour avis)
- 2/ Bilan de la formation professionnelle 2022 (pour information)
- 3/ Données d'activité 2022 (pour information)
- 4/ Bilan de la campagne IR 2023 (pour information)
- 5/ Questions diverses

En préambule, nous avons évoqué le climat politique actuel et le drame d'Arras : la Directrice avait une visio l'après-midi même pour les consignes Vigipirate.

La liminaire lue par Solidaires Finances Publiques avait pour sujets essentiels les négociations pour une évolution du régime indemnitaire et les inquiétudes autour de la déclinaison locale du Cadre d'Objectifs et de Moyens (COM) 2023-2027 pour l'avenir des SIP (service des impôts des particuliers), SIE (service des impôts des entreprises), du CF (contrôle fiscal) et de la mission foncière.

En réponse à notre liminaire, la Directrice fera remonter nos revendications pour la revalorisation de nos régimes indemnitaires.

Pour le COM (qui bénéficiera par ailleurs de fiches métiers dédiées sur Ulysse) :

– missions foncières : le SDIF (Service départemental des impôts fonciers) est la priorité actuelle de la DDFIP.

4 EDR (équipe de renfort) et bientôt une cellule dédiée à l'intérieur du SDIF s'occuperont du « passif » généré par la mise en place apocalyptique de GMBI et le retard du SIP de Moûtiers lors de la mise en place du SDIF. Toutefois une grosse inquiétude demeure sur la quantité de postes laissés vacants à l'issue du mouvement qui ne permet pas d'absorber la charge du flux courant actuel.

– SIP : la mission première, depuis toujours, des SIP est *...roulements de tambour...* l'accueil !

Nous avons remarqué que si tel avait été le cas, les accueils des SIP de Savoie auraient été adaptés depuis longtemps ! Nos inquiétudes actuelles étant que ces accueils rénovés ne deviennent de grandes MFS (maison france services) puisque la DGFIP reste l'une des dernières administrations françaises qui ouvre encore au public.

Par ailleurs, d'après la Directrice, les élus savoyards sont tout à fait satisfaits du NRP (nouveau réseau de proximité), notamment du rôle des CDL (conseiller décideur local) et SGC (service de gestion comptable). Le CHD (contrôle hiérarchisé de la dépense) encore allégé ne présente pas de dégradation de la mission mais met en lumière les failles des ordonnateurs.

Quant aux MFS, elles jouent pleinement leur rôle d'aide à l'accès en ligne et de transmission des questions de fond aux SIP.

1/ approbation du PV du PV du CSAL du 19/06/23:

La communication du PV aux OS pour modifications, ayant eu lieu le 27/09/23, nous avons demandé le report de l'approbation au prochain CSAL du 12 décembre.

2/ Bilan de la formation professionnelle 2022

Le bilan de la Forpro est toujours bien chiffré ce qui nous permet de faire ressortir les points négatifs des e-formations :

- formation SémaFor : le nouveau logiciel de la Forpro a bénéficié d'une e-formation pour sa prise en main suivie par moins de la moitié des agents ;
- la formation sur les violences sexistes et sexuelles pourtant obligatoire n'a été suivie que par 46 % des agents.

La réponse de l'administration est plutôt pauvre : pour former 100 000 agents, c'est moins onéreux en e-formation qu'en présentiel, surtout sur certains stages qui doivent être animés par des professionnels extérieurs et surtout si moins de 50 % d'agents le font. Ils vont même jusqu'à dire qu'il y a aussi de la perte alors que le taux d'absentéisme pour les stages en présentiel est de 2 %...

Ce qui nous a amené sur la fameuse évaluation Pix obligatoire suivie par 315 agents sur 676, qui devait découler sur des propositions de formations... Une relance va être effectuée.

Les élus de Solidaires Finances publiques ont demandé une sensibilisation des chefs de service afin qu'ils laissent du temps aux agents pour suivre leurs e-formations.

Par contre, pour Novae, la nouvelle interface qui apparaît au lancement d'Ulysse depuis juillet, pas de e-formation, mais des présentations des fonctionnalités, en présentiel, par la cellule communication, par contre, uniquement à la demande des chefs de service.

Encore une nouvelle interface dont peu d'agents pourront se saisir par manque de temps. Néanmoins vous pouvez candidater pour les « champions du numérique » mais ils ne sont pas là pour assurer les formations mais pour accompagner. Par contre, s'il vous prenait l'envie de créer une communauté, par exemple une communauté de travail intersyndicale, les modérateurs veillent et suppriment.

Pour les préparations au concours, il y a possibilité d'utiliser le CPF (compte personnel de formation) à condition de ne pas avoir de jours sur son CET (voir message Ulysse73 du 18/10).

Formations locales : maintenant que SémaFor est le point d'entrée unique pour les formations, il n'y a plus de calendrier des formations en local, cela se passe uniquement par la voie hiérarchique.

Nous avons demandé à ce que l'appel à candidatures pour le vivier des formateurs locaux soit renouvelé (42 actuellement), mais une pré-identification par les chefs de service pour les qualités pédagogiques est nécessaire.

Nous avons de plus demandé que l'intéressant message sur Ulysse paru le 26/07, pendant le chassé-croisé, sur les formations à la relation avec les usagers, soit remis à la une.

3/ Données d'activité 2022

La mini plaquette touristique est sortie !

Trêve de plaisanterie, ce rapport est destiné aux grands élus ou au préfet, mais aussi aux préparants des oraux de B et A, autant qu'il soit étayé de chiffres pour l'assortir du terme « données ».

Le contenu de ce rapport n'a jamais été aussi creux !! Néanmoins 3 points sont ressortis :

- le foncier innovant : oui 900 piscines ont été détectées, mais pourquoi en faire tout un plat alors qu'on aurait pu mettre en avant ce que cela rapporte au niveau fiscal. Les chiffres seraient disponibles sur impots.gouv.fr, on nous a donné la Haute-Savoie, 400 000 €.
- la mise en avant de la création du Pôle Départemental de Contrôle Fiscal qui « pilote et anime » les services du CF : nous avons donc demandé pour un prochain CSAL un bilan d'activité. Par contre les chiffres du contrôle fiscal ont disparu.
- la mise en avant de la cellule éco-responsabilité : sur le papier touristique c'est formidable, la réalité est plus nuancée : plein d'idées, pas de budget. On y apprend qu'il y a des ateliers, mais ceux-ci n'ont lieu que

sur le bassin Chambérien faute d'autorisations d'absence dédiées. Pour l'instant tout est à l'état de réflexion faute de priorité première et de moyen d'action, pas de quoi en faire un paragraphe ! Depuis, un appel aux agents volontaires a été publié sur Ulysse 73 le 24/10/2023.

On relèvera par ailleurs, la présence de nombreux acronymes incompréhensibles pour le commun des élus ou le commun des agents : on apprend par exemple que la Savoie est le 27^e département français en terme de « DFT » : Dépôts de Fonds au Trésor. Ils sont importants grâce à l'existence de 102 régies d'État la plupart des offices de tourisme.

Bref, il y a une belle image sur la 1^{ère} page.

4/ Bilan de la campagne IR 2023

C'est la première fois qu'un bilan de la campagne nous est présenté, alors qu'il s'agit d'une période importante de l'année.

Toutefois le document présenté, un tableau présenté à la presse en juillet et un tableau de données chiffrées sur l'accueil multi-canal (physique, tél, APRDV (accueil personnalisé sur rendez-vous), mais pas e-contact), avait tout du hashtag « je pose ça là ».

Le 1^{er} tableau montre un plafonnement de la télédéclaration tout comme au niveau national.

Ce qu'il en ressort au premier regard du 2^e tableau, c'est qu'entre 2022 et 2023, l'accueil physique/téléphonique/sur rendez-vous a augmenté de 31 %, dû notamment à la déclaration d'occupation.

Le contre-appel avant le rendez-vous n'est pas encore bien utilisé (31%) mais c'est mieux que dans l'interrégion. Toutefois il vaut mieux le faire 1 semaine avant que 48h avant et nécessite une certaine organisation, enfin c'est plus facilement géré sur un petit service.

Le renfort du numéro national n'a mobilisé que 7 portables au lieu de 11 l'année dernière.

Nous avons eu d'autres chiffres en séance ce qui nous permet de vous livrer pour la campagne IR l'analyse suivante :

- en nombre d'articles le SIP de Chambéry/Aix représente 64 %, Albertville 26 % et SJM 10 % de la Savoie pour un nombre d'emplois qui représente respectivement 46 %, 40 %, 14 % des effectifs de SIP : l'énorme déficit d'agents sur Chambéry/Aix (– 20 %) ne permet absolument pas d'absorber la charge effective.
- Les trois services ont opté pour des méthodes différentes d'organisation aux regards des effectifs et c'est la plus petite équipe dont les effectifs sont adaptés à la charge qui est la plus efficiente, le tout sans changer ses jours d'ouverture alors que les 2 autres SIP ont ouvert plus largement.
- le délai de prise de rendez-vous maximum qui devrait être de 15 jours a oscillé entre 8 et 28 jours selon les SIP.
- l'entrée du SDIF dans cette campagne avec GMBI a été salubre pour l'accueil.
- le décroché du téléphone n'est pas le même partout avec de grandes disparités.

La présidente a reconnu qu'il y a du pédagogique à faire dans les services pour améliorer la situation.

Il en a découlé un point route sur la dérouté de GMBI :

Le SDIF étant la priorité de la direction actuelle, une « Task Force » (quand on n'utilise pas d'acronymes, ce sont des anglicismes...(sic)) de 4 EDR a été déployée à différentes périodes sur différentes missions d'apurement de e-contacts (déclaration d'occupation, flux des descriptifs de locaux), afin d'absorber le passif, afin que le SDIF puisse être à jour sur le flux courant. Cette mission est illimitée et pilotée par le pôle Missions réseau, et va s'agrandir d'une cellule dédiée interne au SDIF courant novembre.

Les élus de Solidaires Finances Publiques ont rappelé à la présidente que la fameuse Task force était composée d'agents de l'EDR qui étaient déjà en renfort au SDIF. Le seul changement est le pilotage rapproché de la Direction.

Force est de constater que la DDFIP s'est saisie du problème du foncier, mais sûrement parce que les conclusions de l'audit de ce printemps l'y a forcée.

Pour l'accueil en SIP, le COM l'oblige à se remonter les manches, plus qu'à y mettre les moyens...

5/ Questions diverses

– point affectations : à notre demande réitérée d'état des lieux des postes vacants à l'issue du dernier mouvement local, notamment pour l'affectation des stagiaires en cours, toujours un refus immédiat mais un infléchissement : « on va voir sous quelle forme on vous le donne ».

Néanmoins pour noyer la baleine, quelques infos ont été données en vrac :

- à l'issue du mouvement local : -8A -28B -25,9 C
- la liste d'emplois contractuels n'a pas bougé depuis l'autorisation de la DG début juin, le recrutement est en cours pour 3 A, 10 B, 12 C, malgré le raccourcissement des délais d'embauche puisque les contrats ne passent plus par la DG.
- Renonciation au concours d'1 B, 1 C non arrivé, démission d'1 C stagiaire, arrivée de 5 B stagiaires, licenciement d'1 B stagiaire au 29/09.
- 3 C sans concours ont été recrutés pour prise de fonction au 01/10.
- 5 agents Pacte en cours de recrutement depuis début juillet.
- 5 apprentis, 4 recrutés : 1 A SIE Moutiers, 1 Paierie départementale, 1 B SIE Saint Jean de Maurienne, 1 DDFIP eco responsabilité, 1 SPF qui a renoncé pour un autre stage ailleurs ; par ailleurs les apprentis affectés en DDFIP en 2022 n'ont pu être recrutés en tant que contractuels car de nationalité hors UE.

– point notation : 12 recours CAPN en cours (9 B et 3 C sur 6 services), soit 2 % des effectifs mais issus de 22 recours auprès de l'autorité hiérarchique (2 A+, 2 A, 12 B, 6 C de 9 services) soit une réussite de l'AH sur 45 % des dossiers, ce n'est pas terrible.

– bilan fond CVT : dotation de 75 220 € à dépenser avant le 31/12/2022 : 76 199,65 € a été dépensé, dont 965 € abondé par la DDFIP en « cofinancement » pour des actions décidées unilatéralement mais touchant les espaces de pauses : peinture du « coin social » à Moutiers et à la TPH, achat de plaids dont la pertinence n'est pas tout à fait démontrée en termes d'hygiène mais qui peuvent servir en cas de températures matinales fraîches dans certains bureaux mal isolés.

– incident électrique du CFP de Bassens (surtension due à une réparation Enedis) : un devis est en cours d'établissement, les entreprises ont des délais plutôt longs compte tenu de la masse des travaux dans les stations savoyardes cet été. Pas de nouvelles du contentieux chez Enedis.

– journée d'accueil du 05/09/23 : déroulée conformément aux souhaits émis lors du dernier CSAL, cependant à déplorer le comportement de certains chefs de service ayant exigé le retour des agents à l'issue du moment de convivialité. Nous avons demandé à ce que soit clarifié le déroulement intégral de la journée d'accueil pour 2024.

– audit SDIF : non communicable, mais ils s'en sont saisi voir le point 4.

– Dates des prochaines instances : 21/11 formation spécialisée et 12/12 CSAL.

fin de séance 13h50 (début à 9h).

Vos représentants : Patricia LACOTTE, Thierry SCHUTTERS, Aurélie GUIBAL, Jessica MALAVIEILLE, Sébastien HERLIN, Claudine PIERREL.